



# MA 68

**un mouvement  
majeur dans  
l'histoire des luttes  
de la classe ouvrière**

**Combativité**  
**Solidarité**  
**Mobilisation**  
**Union**



Directeur de la publication : Jean-Luc Plumelet - Auteur de la publication : Pierre Le Page  
Conception et réalisation : M<sup>me</sup> Chaudet-Féral - Crédit photos : Jean-claude SEINE  
Impression : BRUNHAUT (43 chaussée Brunehaut, 62223 Sainte-Catherine les Arras)

# MAI 68

## un mouvement majeur dans l'histoire des luttes de la classe ouvrière

“ Cours,  
camarade,  
le vieux  
monde  
est derrière  
toi. ”

**L**e texte qui suit est, en grande partie, le vécu d'un camarade pendant Mai 68 et ses souvenirs. Travaillant dans une entreprise du second œuvre (en plomberie). Alors que le syndicat n'existait pas, il contribua à le mettre en place à la faveur de ce mouvement. Etant aussi militant du PC et y ayant reçu une rudimentaire initiation à l'économie marxiste, son action pour mettre en grève ses collègues de travail et mener les négociations auprès du patron s'en trouva facilitée.

Ce qui est exposé au long de ces lignes c'est tant une activité syndicale dans l'entreprise et hors d'elle par la participation aux services d'ordre et autres activités pendant ce mouvement. En fait, ce n'est pas autre chose que l'activité menée par des milliers de militants CGT en cette période.

Si la mémoire sur l'essentiel de cette époque est restée vive, certains événements vécus mais oubliés ont refait surface, notamment à la lecture du dernier livre-témoignage de Georges Séguy, qu'on ne saurait trop conseiller de lire à ceux qui n'ont pas vécu ces moments difficiles mais combien exaltants.

L'auteur assume l'entière responsabilité de ses écrits. Si pour certains, des passages sont jugés à leurs yeux entachés d'erreurs, ceci ne serait être que la conséquence du fait qu'il s'agit du travail d'un être humain avec ses faiblesses. Sur ce sujet le débat est ouvert.



## Mai 1968 : 50 ans déjà

**C**inquante années se sont déjà écoulées depuis que ce mouvement, certainement le plus grand de notre histoire sociale depuis 1936 qui, par une grève générale de trois semaines, a paralysé l'activité économique du pays. Parallèlement à cette action des travailleurs, un pouvoir autoritaire s'est également vu être contesté par un mouvement porté par les étudiants. Ceux-ci ont exprimé, entre autre, un besoin de briser les tabous d'une rigidité dans laquelle restait enfermée la société française.

Quelques soit l'analyse du bilan que nous pouvons faire de cette intense période, la France d'après 68 s'était modifiée socialement et culturellement.

En fait le terme «événements» réuni l'ensemble des mouvements, que ce soit celui étudiants et celui des travailleurs. Mouvements qui, chacun de leur côté, ont marqué le printemps de cette année-là. Pour bien comprendre leurs finalités il convient de les dissocier car ils ne poursuivaient pas les mêmes buts.

Le mouvement animé par l'UNEF, à ses débuts exprimait les revendications étudiantes.

Avant et au début de 68 les relations de la CGT avec le syndicat étudiant étaient bonnes. Elles s'étaient construites au cours des années précédentes dans des actions communes portant sur la paix en Algérie et contre la guerre faite au peuple Vietnamien par les USA.

Menée au cours des mois de janvier à avril 68 à la jeune Faculté de Nanterre, la contestation exprimée par un groupe d'étudiants devint de plus en plus violente et

se radicalisa. Le doyen de la faculté, ne maîtrisant plus la situation, en accord avec son ministère de tutelle, ferma la Fac.

Le mouvement, animé par des éléments se réclamant du trotskisme, du maoïsme et de l'anarchisme, marqué par la présence de Cohn-Bendit en son sein, fonda le mouvement dit du 22 Mars.

La fac étant fermée, ce mouvement contestataire se déplaça sur Paris, notamment la Sorbonne, et en province. Aux revendications syndicales et sociétales à l'origine du mouvement, vinrent s'ajouter une orientation résolument plus politique ayant pour finalité la prise du pouvoir. Celle-ci se manifesta par des tentatives d'intrusion dans le mouvement des travailleurs, compliquant plus qu'aidant l'action revendicative de celui-ci.

## Le mouvement des travailleurs de Mai 68 n'arrive pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein

**C**e n'était pas un mouvement spontané intervenant subitement. Il était motivé par un contentieux social qui n'avait cessé de s'alourdir au cours des deux décennies précédentes. Depuis la fin de 1967 une crise monétaire agitait les places financières internationales. Les spéculateurs, avec des complicités gouvernementales dans des pays comme le nôtre menaçaient les différentes monnaies. La France, se trouva alors en situation de stagnation économique, de régression sociale avec un franc fragilisé.

C'est dans ce contexte que débuta le mouvement social de mai/juin.

Après 10 ans de pouvoir gaulliste les travailleurs subissaient leur troisième plan de rigueur. Le premier, mis en place en 1963, s'appelait « plan de stabilisation » et son auteur était Giscard d'Estaing.

Sa vertu première consistait à satisfaire le profit maximum des entreprises monopolistes en mettant à leur disposition la puissance financière de l'Etat. Pour payer l'addition on pratiquait une hausse des prix touchant le pouvoir d'achat des plus défavorisés alors qu'était mise en pratique une politique de très bas salaire bloquant toutes augmentations de celui-ci.

En 1963 la grande grève des Mineurs, menée par ces derniers dans l'unité, avait placé au premier plan la question sociale. Un grand élan de solidarité à l'initiative de la CGT et du PC s'organisa à travers le pays pour les soutenir financièrement et moralement. Cette démarche consistant à accompagner des grévistes par un porte à porte dans différentes villes du pays (notamment en région parisienne) rencontra un franc succès. L'exposé de leur bas salaire et de la pénibilité découlant de leurs conditions de travail auprès de la population vint contredire les affirmations mensongères diffusées par le pouvoir et les médias à sa botte, les présentant comme étant des privilégiés. Le point essentiel de ces privilèges évoqué reposait sur le fait qu'ils avaient droit pour leur chauffage au charbon gratuit.

Au cours des années qui précédèrent mai 68 de nombreuses actions revendicatives, certes, moins importantes que celle-ci, démontraient que le climat social se dégradait et que le mécontentement montait en puissance. Le slogan « des sous Charlot » était de plus en plus employé.

## Premières grandes attaques contre la Sécurité Sociale par le couple gouvernement-patronat

L'année 1967 fut marquée par la première attaque gouvernementale de grande envergure contre la Sécurité Sociale par la publication des Ordonnances de Pompidou-Jeanneney-de Gaulle. Elles cassaient l'unité de celle-ci en créant des caisses autonomes séparant la maladie, la vieillesse et la famille gérées par des conseils d'administrations où siègent paritairement salariés et employeurs. Jusqu'alors, conformément aux décisions de ses créateurs en 1946, les administrateurs étaient élus à la proportionnelle par les assurés sociaux. C'était à eux que revenait la gestion du salaire socialisé issu du produit de leur travail par le prélèvement de la cotisation sociale. Par ces ordonnances le patronat était introduit dans la gestion des différentes structures. Du fait de la pratique de la collaboration de classe entre les syndicats jaunes et le CNPF, la CGT qui jusqu'alors était majoritaire par les élections et, de ce fait, assurait la présidence de la Sécurité Sociale, fut écartée de toutes les responsabilités dans la gestion des nouvelles caisses.

Parmi les premières mesures consistant à limiter le champ de son intervention sociale dans ces ordonnances fut l'institution des trois jours de carence en cas d'arrêt maladie, ce qui voulait dire : pas d'indemnité journalière sur cette période.

À elles seules, ces ordonnances avaient été l'objet d'une grande contestation de la part du mouvement social. Elles furent au début,

l'occasion d'une riposte très forte des organisations syndicales CGT et CFDT qui avaient conclu un accord d'unité d'action en 1966. Pour autant ces actions n'avaient pas réussi à les faire abroger.

## Un climat social en détérioration

En plus de la lutte contre cette attaque frontale visant la Sécu, l'année 67 avait été marquée par de nombreuses journées revendicatives tant dans le public que le privé. Des actions de grèves eurent lieu dans les entreprises de diverses branches industrielles dans plusieurs régions de France. Au début de 68 ces mouvements devinrent plus nombreux à travers la France. Citons entre autres l'important mouvement de la Savie à Caen. Une grève très dure impliquant des milliers de travailleurs. Soulignons, que déjà à ce moment-là, des étudiants vinrent apporter leur soutien aux travailleurs sans pour autant vouloir diriger le mouvement à leur place. Toutes ces actions, sporadiques mais nombreuses bien avant le mois de mai, infirment la thèse selon laquelle le mouvement des

travailleurs aurait été à la traîne derrière celui des étudiants et qu'il aurait été inspiré par celui-ci.

Dans beaucoup de cas, les étudiants vinrent apporter leur soutien aux travailleurs dans leur action.

Le Bâtiment fut aussi marqué par des actions revendicatives. Citons, entre autres, la grève pour l'augmentation des salaires, des ouvriers de l'entreprise Schwart-Autmont en novembre 67 sur le chantier de la Fac des Sciences à Paris. Grève qui paralysa pendant trois semaines le chantier.

En fait, le contentieux social était aussi important envers le gouvernement, représentant de la finance que celui envers le patronat. Celui-ci, puissance exploiteuse de la force de travail, se vit exposé un important panel de revendication par les syndicats, en premier lieu par la CGT.

“ **Ce n'est qu'un début, continuons le combat !** ”



“ **Fermons  
la télé,  
Ouvrons  
les yeux.** ”

## Les revendications essentielles de la CGT portaient sur les points suivants :

- Augmentation générale des salaires, retraites et pensions. Pas de salaires minimum inférieurs à 600 francs et relèvement proportionnel du pouvoir d'achat des familles des personnes âgées, invalides etc.
- Augmentation du SMIG.
- Abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité Sociale.
- Réduction progressive de la semaine de travail (40 h sans perte salariale alors qu'une loi de juin 1966 en fixait le maximum à 54 h).
- Echelle mobile des salaires.
- Suppression de l'abattement d'âge concernant les jeunes de moins de 18 ans et des discriminations salariales touchant les femmes et les immigrés.
- Extension et garantie des droits syndicaux par la reconnaissance de la section syndicale dans l'entreprise avec l'octroi d'heures payées pour la participation aux assemblées générales de syndiqués ainsi que le droit de réunion, d'affichage, de collectage de cotisations et de diffusion de la presse syndicale sur le lieu de travail.
- La retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
- Suppression des disparités régionales des salaires (abattements de zones existant entre la région parisienne et les autres régions).

## L'exigence d'accéder aux fruits de l'embellie économique

Ceux qui avaient, par leurs efforts, contribué à redresser l'économie du pays depuis la fin de la guerre, demandaient à bénéficier du fruit de leur travail et pouvoir vivre dans de meilleures conditions.

Les salaires dans le Bâtiment étaient à minima et, souvent complétés par des primes au montant variable. La semaine de travail était couramment de 60 h Les heures supplémentaires permettaient d'arrondir les fins de mois. Le travail à la tâche était une pratique courante dans bon nombre d'entreprises, notamment du second œuvre.

Voici en résumé les éléments essentiels qui ont conduit les travailleurs des branches d'activité à se lancer dans ce grand mouvement de Mai 68.

La situation sociale se dégradait en matière d'emploi. La stagnation de la consommation populaire du fait des plans d'austérité qui bloquaient l'augmentation des salaires mit le pays en récession. De ce fait le chômage de masse menaçait de se développer. D'environ 450 000 en 1967 le chiffre prévisionnel du million vers la fin de 1969 était avancé par certains économistes si la situation de stagnation économique restait en l'état.

“ **Soyons réalistes,  
demandons l'impossible.** ”

## Un mouvement social parti de la base ouvrière et non du sommet

**S**i les grèves en 1968 ont mobilisé 9 millions de travailleurs, cela ne s'est pas produit par un coup de baguette magique.

Une analyse de cette situation fait apparaître quelques éléments qui ont contribué au développement quantitatif, qualitatif et à la bonne tenue de ce mouvement. On notera :

- Une CGT constituant une grande puissance par le nombre de ses adhérents avec des représentants syndicaux expliquant et appliquant sur le terrain les connaissances sur l'économie marxiste acquises au cours de stages de formation syndicale et aussi, pour beaucoup, dans les écoles du PCF. Ces formations portant essentiellement sur l'approche de la connaissance du mécanisme de l'exploitation capitaliste des travailleurs par une étude plus ou moins poussée de la théorie marxiste.

- Un soutien par un PCF qui, s'exprimant dans le domaine public sur le bien-fondé des luttes, était par ailleurs implanté dans bon nombre d'entreprises par des cellules publiant des journaux, animées par des militants maîtrisant, eux aussi, les règles de l'économie marxiste.

Ces derniers étaient porteurs des projets politiques qui dépassaient

le domaine revendicatif assumé par le syndicat.

Il est utile de rappeler qu'à cette époque le PCF représentait 22% du corps électoral. Il était la seule force politique de gauche, à s'être engagé à soutenir les revendications d'un niveau qualitatif telles que celles portées par la CGT. C'était un appui important aux luttes des travailleurs.

Dans les entreprises, la classe ouvrière était présente dans divers secteurs d'activité de plus ou moins importance et de plus ou moins haute technicité. Par son poids numérique et son rôle économique, elle représentait une force sociale sur qui, pouvoir politique et patronat, devaient compter.

De par l'expression syndicale et politique sur le lieu de travail, elle était consciente, du moins pour une grande partie d'entre elle, de la force qu'elle représentait.

Tous ces éléments ont fait que ce n'est pas un ordre venu du sommet qui a lancé le mouvement mais une décision consciemment prise par les travailleurs sur le terrain au vu de leurs conditions salariales et de travail par rapport aux richesses qu'ils créaient. Les bases syndicales dans les entreprises ont été les structures qui les ont aidés pour entrer en action.

## Une situation difficile à gérer

**A** partir de là, s'imposait à la CGT la gestion d'une situation sociale inédite et complexe du fait des différents facteurs à prendre en compte :

- Des partenaires syndicaux dont les motivations dans ce mouvement n'étaient pas qualitativement en phase avec les siennes.

- Patronat et Pouvoirs Publics ne voulant rien lâcher.

- Éléments perturbateurs représentés par le mouvement gauchiste. Celui-ci animait le mouvement étudiant. Il faisait intervenir ce dernier directement auprès des travailleurs afin de les détourner du terrain de la lutte syndicale pour les amener sur des objectifs politiques que ne partageait pas la majorité des grévistes.

Ceux-ci étaient entrés en action sur des revendications touchant leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail.

D'autre part, si certains étaient convaincus de la nécessité d'un changement de politique, fallait-il qu'existe une perspective leur permettant de poursuivre l'action dans cette voie, or ce n'était pas le cas.

## Le 1<sup>er</sup> Mai 68

**P**our le 1<sup>er</sup> Mai 68, la CGT, consciente de la montée du mécontentement social, décida de faire de la fête du travail une grande manifestation. Il faut rappeler qu'une quinzaine d'années plus tôt (vraisemblablement à cause de la guerre d'Algérie), le gouvernement de cette époque présidé par le socialiste Guy Mollet avait interdit les manifestations qui marquaient traditionnellement ce jour.

La CGT proposa de braver cet interdit à la CFDT (avec qui, rappe-

lons-le, elle avait passé un accord revendicatif) et aux autres syndicats par l'organisation de la manifestation. Elle ne fut pas suivie dans sa démarche, à l'exception de l'UNEF (qui conditionna sa participation à l'acceptation de pouvoir produire dans la manif ses slogans qui étaient plus politique que revendicatif).

Devant ce refus elle décida seule de manifester ce jour-là. Le gouvernement ne s'y opposa pas.

Contre toute attente ce fut un succès puisque la manifestation rassembla environ 100 000 personnes.

Ce succès fut un élément concret qui donnait une indication sur le degré de mécontentement des travailleurs. Il était une indication qui rendait possible le lancement d'une action revendicative de plus grande ampleur.

## Des éléments qui aidèrent à faire monter le mouvement en puissance

**L**es violentes répressions policières contre les étudiants, qui marquèrent le mois de mai, atteignirent un des points culminants dans la nuit du 10 au 11. Elle fut un élément déclencheur pour élargir la solidarité envers leur mouvement malgré les différences d'objectifs entre la CGT et eux.

Cette barbarie policière commandée par le ministre de l'Intérieur, choqua beaucoup de monde.

La CGT prit immédiatement l'initiative d'une rencontre de tous les syndicats pour riposter par une grande manifestation de soutien accompagnée d'une journée de grève.

Après que cette rencontre eut lieu avec un résultat négatif, elle décida, seule, d'organiser cette manifestation.

Certainement par peur de prendre le train en marche, tout le monde se rallia à l'initiative de la CGT et décida de participer à la manifestation. Celle-ci eu lieu le 13 mai, rassemblant environ 700 000 personnes, elle eut un succès inattendu et fut un moment majeur de ce conflit qui, par la suite aida à l'extension du mouvement de grève dans tous les secteurs d'activité.

“**La barricade ferme la rue mais ouvre la voie.**”



## Un mouvement qui s'amplifia de jours en jours

**Q**uelques jours après cette manifestation le mouvement commença à se déployer. L'histoire nous rappelle qu'il a démarré à l'usine Sud Aviation de Bouguenais, dans la Loire-Atlantique, et que les jours

suivants, les autres usines du groupe sont entrées dans la grève. Ils ont été rapidement suivis par tout le secteur de l'industrie aéronautique. Ensuite c'est l'ensemble de la Métallurgie qui est entré dans l'action.

De jour en jour, les différents secteurs d'activités économiques, qu'ils soient publics, privé, commerciaux ou de l'enseignement, sont entrés dans la grève. Les lycéens furent aussi dans le mouvement. Dans certaines régions



les paysans sont aussi entrés dans l'action.

Les actions prenaient des formes différentes selon les branches d'activité. Si dans les usines la constitution de piquets de grève pouvait s'organiser du fait de la sédentarité du lieu de travail, il n'en était pas de même dans le Bâtiment du fait de la dispersion géographique des chantiers d'une même entreprise.

Dans ce secteur, si pour les entreprises du gros œuvre avec leurs effectifs importants, l'entrée dans la grève s'en trouva être facilitée, il n'en fut pas de même pour celles du second œuvre.

Ces entreprises représentaient des effectifs s'échelonnant d'une dizaine de salariés à 300 ou 400.

Les difficultés pour le contact relevaient de la dispersion de ces ouvriers sur les chantiers où ils n'étaient parfois que quelques personnes.

Ce handicap, dans bien des cas, fut surmonté par les militants CGT des structures départementales et régionales, mobilisant les camarades disponibles, allèrent faire la

tournée des chantiers pour faire débrayer les ouvriers et les amener dans l'action.

Cette stratégie s'avéra payante, beaucoup de chantiers ayant été paralysés. Au moment du bilan on constata l'implantation de nouveaux syndicats et un nombre important d'adhésions.

Pour rencontrer les travailleurs dispersés au cours du mouvement, plusieurs solutions s'appliquèrent.

Dans certains cas un local technique ou magasin de l'entreprise était un lieu de rendez-vous des grévistes. Souvent les responsables syndicaux de la boîte faisaient la tournée des chantiers pour vérifier si la grève était suivie et encourager à la poursuivre. Parfois il y avait un rendez-vous le matin sur un lieu géographique pour faire le point. Ensuite chacun repartait, soit chez lui, ou soit selon son degré de motivation, à l'UL de sa résidence pour participer aux actions locales ou pour aider à la préparation des actions en projet concernant les manifestations locales ou plus importantes.

## Un témoignage personnel vécu en Mai 1968 dans une entreprise où, jusqu'alors, il n'y avait pas eu de syndicat

**E**n ce qui concerne l'auteur de ces lignes, dans son entreprise, jusqu'alors le syndicat n'existait pas. La mise en grève de tous les chantiers fut favorisée par l'effet « boule de neige » provoqué par la dynamique du mouvement dans son essor.

Ayant repéré deux collègues de travail étant en capacité de m'aider, alors que nous n'étions pas syndiqués, je pris avec eux l'initiative de faire la tournée des chantiers pour faire débrayer les travailleurs. Ce fut payant : après avoir rencontré la majorité des travailleurs et les avoir amenés à se mettre en grève tous les chantiers étaient à l'arrêt. Par des réunions ponctuelles à l'atelier central de l'entreprise, les travailleurs se maintinrent dans l'action pendant toute la durée du mouvement.

Le patron, invisible jusqu'alors, certainement très occupé par le haras qu'il possédait, se vit obligé de venir s'asseoir à la table de négociation.

Ce dernier avait établi un sas entre les ouvriers et lui en confiant la gestion de l'entreprise à un directeur (pour la petite histoire ce dernier était le père de l'acteur Gérard Jugnot).

La rencontre avec le patron fut un moment fort qui laisse d'agréables souvenirs surtout quand vous vous trouvez face à un interlocuteur arrogant, conscient de sa position de classe, qui au début vous toise de haut et qu'ensuite est obligé d'en rabattre quand vous contrez ses arguments.



Ce qui était le plus gênant pour ce personnage, derrière les représentants du personnel que nous étions, il y avait la présence des grévistes. Ceux-ci occupaient toute la salle de réunion.

Ils étaient là pour nous soutenir mais aussi pour vérifier notre aptitude à défendre les revendications pour lesquelles on les avait amenés à se mettre en grève. Chose qu'ils faisaient pour la première fois de leur vie.

La technique développant la ren-gaine patronale et paternaliste, comme quoi le temps était dur pour les entreprises coincées dans un contexte économique toujours défavorable, ne fit pas recette, surtout quand il lui fut fait remarquer que les meilleurs « bourrins » qui le faisaient vivre étaient plus ceux qui trimaient sur les chantiers que ses canassons qui galo-paient sur les champs de course.

Ayant auparavant, au cours de stages de différents niveaux organisés par le PC qui portaient pour l'essentiellement sur l'économie, j'avais acquis quelques connaissances sur la théorie de l'économie élaborée par Marx. De ce fait je ne me trouvais pas trop dépourvu d'arguments économiques pour contrer ceux du patron.

Si cela ne se termina pas par la totale satisfaction de nos revendications, cette grève permit par la suite d'asseoir l'autorité syndicale de la CGT dans la boîte.

Le syndicat fut créé pendant le mouvement. Le nombre d'adhérent fut conséquent. Par la suite, organiser les élections professionnelles, DP et CE fut une formalité. Un certain nombre de jeunes qui venait de découvrir le syndicalisme prirent des responsabilités dans la direction du syndicat.

L'ambiance était au beau fixe, militer apparaissait être un plaisir pour certains. Pour moi, le souci principal fut de maintenir ce haut niveau de conscience de la force que nous représentions. Les élec-

tions confirmèrent notre implantation puisque nous obtenions 92% des voix face à un syndicat FO que le patron nous avait mis dans les pattes.

Cet exemple, témoignage de la façon dont cela s'était passé, dans une entreprise de moyenne importance ne fut pas un cas isolé. D'autres comme celui-ci pourraient être cités.

Les grèves menées dans des entreprises dites moyennes, si à leur niveau n'ont pas apporté d'avancées sociales mesurables sur place, elles ont contribué à la comptabilisation du nombre de celles qui sont entrées en action et ont représenté une force qui a permis l'obtention d'acquis au cours des négociations de branches.

## La Conférence de Grenelle

**A** lors que le mouvement de grève était à son apogée et la France économiquement paralysée, suite à une concertation avec le CNPF (le MEDEF de l'époque), le gouvernement convoquait le patronat et les organisations syndicales pour faire le point de la situation, voir engager des négociations. C'est ainsi que le 25 mai la confé-

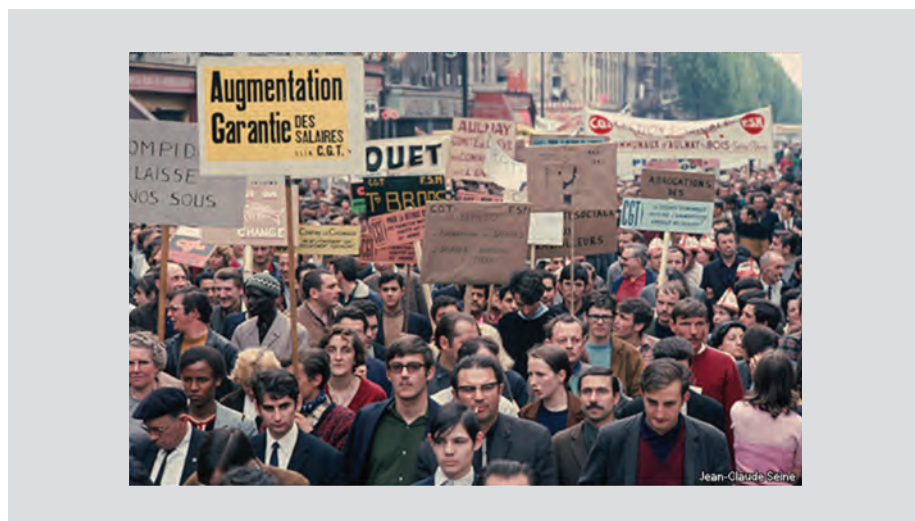
rence de Grenelle débutait entre patronat gouvernement (Premier ministre) et six organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, FEN, CGC, CFTC).

Les 9 millions de travailleurs en grève étaient un appui important pour faire avancer les revendications des organisations syndicales. Le gouvernement et le patronat en étaient conscients.

Pour que les acquis sociaux soient plus importants fallait-il que les autres syndicats qui avaient des revendications à peu près de la qualité de celles présentées par la CGT aient la même volonté que cette dernière pour les faire aboutir.

Celles de la CGT n'étaient autres que celles contenues dans un accord revendicatif passé en 1967 avec la CFDT.

Au moment du bilan des travaux de cette conférence celui-ci représentait des avancées non négligeables notamment par l'augmentation du Smig (le Smic actuel) + 35% minimum, l'augmentation substantielle des salaires (environ 14%), le droit syndical, en partie reconnu dans l'entreprise, et d'autres points plus ou moins importants. Si l'unité syndicale sur nos revendications s'était réalisée le volume des acquis sociaux aurait certainement été plus important.



On était loin de la satisfaction du panel revendicatif porté par la CGT et exposé plus haut.

L'exemple sur la Sécurité Sociale est caractéristique de ce manque de volonté de la part des autres syndicats pour se battre afin de faire annuler les Ordonnances de 67.

La CGT fut la seule à batailler pour la défendre alors que cela était possible avec une position unitaire sur cet important sujet. La revendication portant sur la réduction du temps de travail ne fut pas, elle non plus satisfaite. Pas plus que celle portant sur l'abaissement sur l'âge du départ à la retraite.

## Un mouvement perturbé par des visées entretenant la division politique à gauche

**A**u cours des travaux de la Conférence, en parallèle au mouvement social, une agitation politique se manifestait venant de personnes issues de la gauche réformatrice, disons d'une partie de la gauche excluant le parti communiste.

Parmi elles certaines portaient leur part de responsabilité dans la faillite de la 4<sup>e</sup> République dix ans plus tôt, amenant de Gaulle au pouvoir.

N'ayant rien retenu des enseignements de l'histoire, ils pensaient revenu le moment de reprendre le pouvoir et pratiquer, comme par le passé par des alliances socialistes-centristes excluant les communistes, cette politique sociale-démocrate qui a toujours

préservé le capital sans satisfaire les revendications des travailleurs. Ces gens pensaient que le pouvoir incarné par de Gaulle était à bout de souffle.

Le point culminant de cette manœuvre fut le meeting de Charléty le 27 mai. Ce rassemblement fut l'occasion de réunir une belle brochette de représentants de ces partis, allant de la SFIO de Guy Mollet et la FGDS de François Mitterrand à Michel Rocard. Certains de ces gens avaient assumé, dans un passé récent, la conduite de deux guerres coloniales. Par contre, lors de leurs responsabilités gouvernementales, aucune avancée sociale significative ne figurait à leur bilan, sauf celles qui leur fut imposées par les luttes (notamment la troisième semaine de congés payés).

A eux s'étaient joints quelques éléments de l'extrême-gauche et quelques syndicalistes en rupture avec la CGT.

Au lieu d'exposer des perspectives politiques pouvant conduire à une unité d'action aidant à satisfaire les revendications exposé par les travailleurs, ce rassemblement fut essentiellement marqué par de violents slogans anti-CGT et anti-communiste. Il va de soi que

l'entretien de ce climat de division n'allait pas être un élément mobilisateur pour les grévistes. Une volonté d'union de toute la gauche aurait été une aide et un encouragement à poursuivre leur lutte pour atteindre leurs objectifs revendicatifs.

Cette rencontre, sur le plan politique, au lieu de contribuer à souder le mouvement social, fut plutôt démobilisatrice.

“ **On ne peut plus dormir tranquille lorsqu'on a une fois ouvert les yeux.** ”



## Constat et non Accord

Les travaux de la conférence furent surtout animés par deux acteurs principaux : Le CNPF pour les organisations patronales, la CGT pour les organisations syndicales.

Arrivé au 27 mai, après trois jours d'intenses négociations, la conférence piétinait et n'apportait plus aucune avancée sociale. Pour le gouvernement, le moment de faire le bilan de ses travaux par un relevé de décisions était arrivé. Il comptait traduire celui-ci par un accord largement majoritaire, ce qui lui aurait permis de sortir la tête haute de cette situation.

Pour la CGT, le bilan des travaux était trop éloigné des revendications dont elle était porteuse, notamment l'échelle mobile des salaires, les ordonnances de 67, le paiement des jours de grève (ce point sera traité dans les négociations de branche).

Pensant être arrivé à un accord, le gouvernement fit un tour de table pour recueillir les avis de chacun.

Le CNPF considérait avoir accepté des charges très lourdes et avoir beaucoup lâché, les autres syndicats pensaient avoir obtenues

des avancées sociales inespérées, la CGT, par la voix de Séguy, tint des propos plus nuancés. Sans sous-estimer le bilan, montra ses limites par rapport aux revendications posées. Il déclara « nous ne saurions donner de réponse sans consulter les travailleurs », « il n'est pas question de donner un ordre de reprise de travail puisque nous n'avons jamais donné celui de grève générale ».

Par sa position la CGT venait de réduire les ambitions du gouvernement qui, attendant un accord n'obtint qu'un constat.

De ce fait, les autres syndicats qui étaient prêt à signer ne le firent pas

Contrairement aux négociations de Matignon en 1936 qui s'étaient terminées avec un contenu social substantiel avancé et avaient abouti à un accord, Grenelle se terminait par un constat faute d'un contenu social substantiel avec un bilan mitigé pour les travailleurs.

Pour mémoire, en 36, le gouvernement était celui du Front Populaire et au cours des négociations face au patronat, la CGT était la grande force syndicale. La CFTC, autre syndicat présent n'était pas d'un poids assez important pour pouvoir influencer sur le cours des négociations.

## Les négociations quittent le niveau interprofessionnel pour se poursuivre par branches

Fort heureusement, suite à cette négociation interprofessionnelle, les centres de négociations se déplacèrent au niveau des branches professionnelles et continuèrent entre syndicats de salariés et représentants du patronat.

Une partie de la feuille de route de ce deuxième stade de négociation fut définie par le gouvernement. Elle consistait, en premier lieu, à faire entrer dans la réalité le contenu du constat de Grenelle et ensuite, de négocier au niveau des différentes branches les points spécifiques à leurs activités.

Par son caractère interprofessionnel, la Sécurité Sociale fut exclue de ce champ de négociation.

## Des négociations tenues dans un climat de mobilisation sociale porté à son plus haut point

Ces nouvelles négociations débutèrent alors que le mouvement de grève était numériquement à son point le plus haut. Cette situation fut salutaire aux négociateurs des syndicats ouvriers pour enrichir les Conventions Collectives des branches d'activité concernant le secteur privé. Le niveau de ce que l'on pouvait obtenir en acquis sociaux était conditionné par la qualité des revendications exposées par les syndicats et par la pression que les grévistes étaient en mesure d'exer-



cer sur les négociateurs patronaux dans les branches concernées.

Les négociations durèrent plus ou moins longtemps selon les branches. Dans divers secteurs d'activité les négociations furent dures à mener face à un patronat qui ne voulait rien lâcher. Ce fut le cas de la fédération patronale du Bâtiment.

Cette résistance des patrons fut un des éléments qui conditionna plus ou moins la poursuite de la grève et le moment de la reprise du travail.

Durant la première semaine de juin la pression exercée par le mouvement à un haut niveau se maintint et aida à l'obtention de nouveaux acquis.

Une revendication prit un caractère important pour les syndicats : celle d'obtenir le paiement des jours de grève. Après des discussions acharnées, ce point fut plus ou moins bien réglé. Dans certaines branches l'indemnisation se limita à 50% du salaire antérieur.

Les grèves menées dans des entreprises dites moyennes, si à leur niveau elles n'ont pas apporté beaucoup d'avancées sociales mesurables sur place, elles ont contribué à mettre un nombre important de salariés dans l'action et ont représenté une force qui a permis l'obtention d'acquis au cours des négociations de branches.

Sans s'étendre aujourd'hui sur le bilan des acquis pour notre industrie, on retiendra que parmi les conquêtes, la CNPO (Caisse Nationale de Prévoyance Ouvrière) en fut une importante qui apporta un supplément de couverture sociale à bon nombre de travailleurs dans certaines de nos professions.

## La manif du 29 mai

**A** lors que les négociations de branches allaient débiter, la CGT fut à l'initiative d'une grande manifestation pour maintenir la pression sur le patronat. Celle-ci, qui partit

de La Bastille pour se terminer à Saint-Lazare, rencontra un franc succès puisqu'elle mobilisa environ 800 000 participants. Ce résultat fit la démonstration que la mobilisation se maintenait.



**“ Ne nous laissons pas bouffer par les politicards et leur démagogie boueuse ”**

## Après trois semaines de lutte le mouvement s'achemina vers sa fin

**L**e Mouvement de grève, après plus de trois semaines de lutte, et après que les négociations par branches furent en phase d'achèvement, perdit de son intensité pour se terminer dans les premières semaines de juin.

Dans certains secteurs les travailleurs, pas satisfait des résultats, repoussèrent la fin du mouvement qui s'acheva vers le 15 juin.

Du fait des moments intenses qui marquèrent ce mouvement, de l'implication d'un grand nombre de militants qui, pour beaucoup d'entre eux découvraient l'action syndicale, cette fin de conflit laissa à beaucoup un goût amer. Au vu de la puissance du mouvement, ils comptaient sur un bilan social plus conséquent.

Le volume des acquis, qui n'était pas négligeable, n'apparaissait pas positif pour un grand nombre de travailleurs. A cela, ceux qui pensèrent qu'un prolongement par une perspective politique nouvelle aurait pu avoir lieu furent déçus. Comme il est indiqué plus haut la division politique, à gauche, n'avait pas permis d'établir la moindre perspective allant dans ce sens.

Ces trois semaines de lutte ayant été très éprouvantes, un besoin de changer d'air s'exprima.

Ainsi dans la région parisienne, le fait que les stations-services furent à nouveau ravitaillées (on ne sut pas exactement si ce furent les grévistes ou les pétroliers, avec la complicité du gouvernement, qui les avaient bloquées), toujours est-il que le week-end suivant la

fin du mouvement, Paris et sa banlieue se vidèrent d'une grande partie de ses habitants qui partirent à la campagne.

Par la suite, le retour sur les chantiers se fit, pour beaucoup de travailleurs de notre industrie, dans un état d'esprit différent. Notre assise syndicale s'était renforcée en nombre et en bases.

Notre Fédération se trouva placée devant une nouvelle et urgente responsabilité : Organiser la formation syndicale de ces nouveaux adhérents qui allèrent assumer des responsabilités en tant que responsables du fonctionnement de leur nouveau syndicat, de délégué du personnel ou animateur de Comité d'Entreprise dans leur boîte.

## Faut-il savoir arrêter une grève au bon moment ? Question pertinente

**L**a CGT fut accusée (à tort ou à raison ?) d'avoir précipité la reprise du travail dans diverses entreprises, notamment chez Renault.

Il est vrai que dans certaines entreprises la grève s'est poursuivie jusqu'à la seconde semaine de juin alors que la grande majorité avait repris l'activité.

Après trois semaines de grève voire plus, alors que les négociations de branches qui avaient succédé à celle de Grenelle étaient terminées, alors que le paiement des jours d'arrêt de travail n'était pas assuré dans tous les secteurs d'activité, alors qu'une lassitude générale était observable, alors que sur le plan politique, à gauche aucune perspective d'alternative au pouvoir en place n'avait connu un début d'élaboration, continuer le mouvement dans de telles conditions ne risquait-il pas de créer un découragement chez les travailleurs et se priver de perspective pour les luttes à l'avenir ?

Ne convenait-il pas préférable de savoir s'arrêter à temps plutôt que de laisser se dégrader un mouvement arrivé à bout de souffle ?

De par son vécu dans son entreprise au cours de ce mouvement, prenant en compte le bilan des conquêtes sociales, de l'état de lassitude qui apparaissait chez ses collègues de travail, l'auteur de ces lignes a soutenu et soutient encore la stratégie de sortie de conflit assumée par la CGT.



## Bilan et enseignements de Mai 68

**F**aire un bilan de ce mouvement partant d'une vision et d'une expérience personnelle semble être un pari osé.

On peut retenir les aspects positifs suivants :

- Compte tenu du climat dans lequel il s'est déroulé, le bilan social est loin d'être négligeable.

- Le mouvement étudiant, même s'il a débordé de son cadre syndical et s'il a gêné, par ses tentatives d'intrusion dans les entreprises le combat de la CGT, pour autant son action a été positif sur bien des points.

Il a bousculé le vieil ordre bourgeois dans lequel vivait le pays. Des points portant sur le féminisme exprimé notamment par l'exigence la levée de séparation qui régissait la vie des garçons et des filles dans les campus, la mixité à l'école, l'instauration des Conseils de Parents d'élèves, et bien d'autres font que l'action menée dans ce sens est loin d'être négative.

En conclusion, il n'est pas exagéré d'affirmer que l'action lancée par les étudiants a abouti à une petite révolution culturelle en France. Elle fut un mouvement émancipateur qui a marqué la société française.

### La situation en Mai 68 était-elle révolutionnaire ?

**P**our qu'elle le fût fallait-il que les conditions essentielles soient réunies pour sa réussite. Était-ce le cas ?

Compte tenu du fait que ce sont des motivations syndicales qui ont porté le mouvement, il est très hasardeux de prétendre qu'elles

l'étaient au départ et par la suite selon l'évolution du mouvement :

- Existait-il une conscience politique partagée par la très grande majorité de celles et ceux qui s'étaient engagés dans un mouvement revendicatif motivé pour aller plus loin que ce stade ? Assurément non !

- Les perspectives de changement politique pouvant recueillir une adhésion majoritaire des forces en action, s'orientant vers la remise en cause du capitalisme, étaient-elles constituées sur un projet commun porté par les forces se réclamant de la gauche ? Sur ce point rien !

« 10 millions de gens dans la rue, cela ne vous suffit-il pas pour renverser le pouvoir » s'entendait-on dire venant de certaines personnes. Celles-ci prenaient leur rêve pour une réalité. Leur analyse politique ne semblait pas avoir été assez poussée pour mesurer l'écart d'appréciation entre une volonté de voir la satisfaction de revendications et la conscience de changer de gouvernement, voire de régime politique.

Pour l'auteur de ces lignes, dans son entreprise pour faire entrer les travailleurs dans la grève les motivations, largement majoritaires, reposaient en priorité sur des revendications sociales et non des perspectives de changement politique à la tête de l'Etat.

sur le plan national, considérer après analyse, que le mouvement ne dépassait pas le cadre revendicatif et qu'il aurait été dangereux de se lancer dans une aventure

consistant à vouloir prendre le pouvoir par la force fut une décision de sagesse et de maturité politique prise par ceux qui s'en tinrent à cette position.

### Absence de perspectives portant sur une volonté de changement politique

**L'**état de désunion dans lequel était ces forces démontrait qu'elles n'étaient pas en mesure de mener une politique cohérente de changement.

Il est clair que certains hommes politiques (ceux cités plus haut) entendaient vouloir prendre le pouvoir sans s'engager dans un changement qualitatif de politique, pas plus que de s'engager à prendre en compte un minimum de revendications salariales de qualité.

Dans son recueil de souvenirs sous le titre de « Le Mai de la CGT » et par la suite dans une autre publication, Georges Séguy rappelle qu'au cours d'une rencontre entre une délégation CGT et une délégation de la FGDS animée par notamment Mitterrand, ce dernier se montrait préoccupé par une future rencontre de négociation (celle qui eue lieu à Grenelle) entre le pouvoir, les patrons et les syndicats. Il



se montrait soucieux des résultats positifs qui auraient pu en sortir. Ce qui, dans ce cas, aurait redonné au pouvoir en place une autorité politique que le mouvement de grève lui avait fait perdre.

La satisfaction de revendications importantes à l'issue des négociations de Grenelle aurait représenté un handicap pour cette fraction de la gauche dans sa stratégie de prise de pouvoir, considérant que celui-ci était à prendre. En fait Mitterrand ne souhaitait pas qu'il y est trop d'avancées sociales satisfaites si, par la suite il parvenait à prendre le pouvoir, alors qu'il se serait trouvé dans l'obligation de les honorer. Ainsi, entre autres, il ne fallait pas exiger une trop forte revalorisation du SMIG.

C'est là l'interprétation que l'on peut faire suite à cette curieuse démarche de la part d'une organisation politique ou d'un rassemblement d'hommes politiques se réclamant d'une certaine gauche.

## Un pouvoir à prendre

**D**es hommes tels que Mitterrand et Rocard (celui-là même qui créa plus tard la CSG dont nous subissons aujourd'hui les « bienfaits »), prenant leur désir pour des réalités, pensaient que le pouvoir politique était à prendre et que le moment était venu de le ramasser. Celui-ci étant d'après eux en déliquescence.

La suite des événements leur démontra le contraire. Le pouvoir politique incarné par de Gaulle n'était pas prêt d'abdiquer. Il est bon de rappeler à ce sujet, contrairement à certaines assertions, que si le pouvoir personnel incarné par de Gaulle s'est maintenu en place ce n'est pas la CGT qui en est responsable.

Les Mitterrand, Mendes-France,

et quelques autres sociaux-démocrates de renom, incapable d'imaginer une alternance au capitalisme, (d'ailleurs ils n'eurent jamais la moindre volonté, comme le démontre leur parcours d'hommes politiques) refusèrent le moindre accord avec le PC, ce qui aurait pu, pour le moins, tenter d'ouvrir une perspective reposant sur un programme politique prenant en compte les intérêts du monde du travail et celui du pays.

En conclusion sur ce point, si le pouvoir personnel incarné par de Gaulle ne sortait pas indemne de cette épreuve, pour autant les forces se réclamant de la gauche n'avaient pas réussi à s'entendre sur un projet économique novateur incluant le progrès social et le combat contre les méfaits du capitalisme.

## Un moment mystérieux dans cette période

**L'**histoire nous rappelle que le 29 mai, le jour de la grande manifestation impulsée par la CGT, de Gaulle partait incognito rencontrer le général Massu en Allemagne à Baden-Baden (ce général fut un des responsables de la torture pendant la guerre d'Algérie. Pour de Gaulle il était un homme sûr puisqu'il était un de ces généraux qui l'aidèrent à prendre le pouvoir lors du putsch d'Alger en 58).

A son retour, de Gaulle annonça avec fermeté qu'il ne quittera pas le pouvoir.

Des rumeurs circulaient selon lesquelles un coup d'Etat aurait été en préparation notamment sous l'impulsion du PC. Partant de là, la visite expresse de de Gaulle à Baden-Baden aurait été de s'assurer auprès de Massu si l'armée était en

état d'intervenir au cas où la situation l'exigerait.

S'il est difficile aujourd'hui de démêler le vrai du faux de cette période, (il appartient aux historiens de tenter d'éclairer le sujet), toujours est-il que, pour le moins ce fut une affaire d'intox ayant pour objectif essentiel de faire peur à la population. Les bruits les plus alarmistes circulaient selon lesquels des ambulances et des dispositifs médicaux auraient été prêt à intervenir dans certaines villes notamment aux abords des stades.

L'auteur de ces lignes, étant à cette époque en responsabilité à la section du PCF de Courbevoie, accompagnant un autre camarade, pour rencontrer le maire (fascisant) de cette ville, celui-ci nous apostropha en nous disant (désignant les communistes) « dans 24 h vous serez tous anéantis ».

Dans l'ambiance du moment fallait-il prendre ces propos au sérieux ? Cela nous inquiéta, bien que si le mouvement social n'apparaisse pas prêt à faire la révolution, pour autant il ne semblait pas être prêt à accepter un pouvoir de type fasciste.

Vu l'évolution de cette situation les jours qui suivirent, tout laisse à penser, qu'il s'est agi d'une vaste entreprise d'intimidation qui a atteint son but :

Le 30 mai une manifestation pour soutenir de Gaulle mit environ 500 000 personnes sur les Champs-Élysées à Paris. Cet appel de soutien fut suivi dans de nombreuses métropoles régionales réunissant des millions de gens

Le travail médiatique montrant en boucle les échauffourées étudiants-policiers et les voitures brûlées à Paris firent leur effet sur les populations en province.

Les élections législatives qui eurent lieu les 23 et 30 juin, donnèrent la majorité absolue au parti gaulliste et laminèrent la représentativité de la gauche.

Bien que cela nous soit difficile à



admettre, la France profonde venait de mettre fin à nos illusions et nous démontrer que la majorité du pays n'était pas animée par une volonté révolutionnaire majoritaire.

## Etat du niveau de la conscience de classe des travailleurs entrés dans la lutte

**S**ans vouloir faire une étude sociologique sur le niveau culturel et de formation professionnelle, des salariés entrant en action en 68, il apparaît que c'est dans les secteurs d'activité à moyenne et haute technicité que la prise de conscience pour entrer en grève a été la plus importante. Elle en fut le point de départ.

Le fait que le mouvement des travailleurs soit parti des usines de l'industrie aéronautique, secteur employant une main d'œuvre à haute qualification, vient en appui à ce constat.

On sait que le panel revendicatif était plus ou moins important selon les secteurs d'activité. Si dans certaines branches les conditions de vie au travail ou le droit à l'expression syndicale dans l'entreprise avaient autant d'importance que la question salariale, on peut penser qu'il n'en était pas de même dans tous les secteurs d'activité, notamment dans les entreprises employant une main d'œuvre peu qualifiée exerçant un travail répétitif, épuisant et à bas salaire.

Ce fut notamment le cas, entre autres, pour l'industrie automobile avec un important effectif d'ouvriers spécialisés qui travaillaient sur les chaînes de production. Celui-ci représentait un nombre de travailleurs beaucoup plus important que ceux, à plus ou

moins haute qualification, utilisés à d'autres activités.

La main d'œuvre employée dans le BTP, composée majoritairement d'ouvriers ayant peu de qualification, partageait majoritairement les mêmes priorités revendicatives. Notons que cette importante main d'œuvre venant essentiellement de pays de l'Europe du sud-ouest et d'Afrique du Nord, n'était pas porteuse d'expérience de luttes syndicales comme pouvait l'être celle de notre pays (cela ne signifie nullement qu'elle ne l'acquiesce pas par la suite à l'expérience de terrain). On peut comprendre que la question salariale puisse être son objectif principal pour entrer dans le mouvement quand elle le fit.

## La prise de conscience des salariés sur les bien-fondés des revendications conduisant à l'action ne fut pas spontanée

**L**es salariés ayant un niveau d'instruction et de culture occupant un emploi de plus ou moins haute technicité, étaient-ils, de ce fait, d'une conscience plus élevée que ceux confinés dans des travaux répétitifs, pénible voire abrutissant pour

s'engager dans une lutte revendicative ?

Leurs connaissances techniques leur permettaient-elles d'acquiesce une conscience de classe ? Nous en doutons car celle-ci ne vient pas par un phénomène d'automatisme. On peut penser que la raison majeure qui a conduit les travailleurs à entrer en lutte vient du fait que dans des entreprises telles que celles de l'aéronautique ou de Renault, (on pourrait en citer d'autres) existaient de puissants syndicats CGT qui, par leur expression auprès de leurs collègues de travail, leur ont fait évoluer la conscience de classe.

A cela ajoutons la présence de structures du PCF (sections d'entreprises) qui, par la publication de journaux périodiques, prolongeaient l'action syndicale en ouvrant des perspectives remettant notamment en cause le capitalisme.

“ **Laissons la peur du rouge aux bêtes à cornes** ”



# Il est interdit d'interdire !

## L'importance de la lutte pour de meilleurs salaires

**L**es objectifs revendicatifs de la CGT, rappelons-le, portaient essentiellement sur l'augmentation des salaires, les conditions de travail, la diminution du temps de travail et la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise et, surtout, la défense de la Sécurité Sociale.

S'il y avait unanimité à la CGT sur l'importance de la lutte pour l'augmentation salariale.

Ce n'était pas ce point qui était la revendication principale des autres syndicats.

Rappelons qu'en 68, la CFDT considérait que les revendications salariales étaient secondaires et jugées trop alimentaires.

Selon elle, les négociations auraient dû porter sur des points plus avant-gardistes tels que l'autogestion ou la cogestion des entreprises.

Sans sous-estimer de telles revendications, disons qu'elles étaient loin d'être la préoccupation première des grévistes en cette période.

Ces derniers, en faisant passer en priorité l'augmentation de leur pouvoir d'achat, exprimaient consciemment ou pas, un combat de classe de premier ordre face au patronat.

**“ Je ne veux pas perdre ma vie à la gagner. ”**

## La revendication portant sur l'augmentation salariale n'a jamais été une revendication secondaire

**A**ffirmons qu'en régime capitaliste elle est primordiale. Est-il utile de rappeler que lutter pour l'augmentation de son salaire c'est pour le travailleur une manifestation qui caractérise essentiellement le combat de classe qu'il mène face à un patron.

Celui-ci, seul gestionnaire du total de la richesse produit par le travail du salarié, ne lui en restitue qu'une partie sous la forme du salaire versé. Ce salaire de subsistance n'étant que la part permettant le renouvellement de sa force de travail.

La détermination du montant du salaire (plus ou moins élevé) est la conséquence de la capacité et de l'engagement dans la lutte sur cette revendication des travailleurs dans une entreprise ou, plus largement, dans une branche d'activité.

De tout temps, les salariés, qu'ils soient techniciens, ouvriers hautement qualifié, ouvriers spécialisés ou manutentionnaires, n'ayant comme objectif en entrant dans la lutte que l'augmentation de leur salaire, ont mené un combat de portée révolutionnaire parce qu'il porte sur le point le plus important qui caractérise l'exploitation capitaliste. En 68 ceux qui sont entrés dans la lutte avec ce seul point revendicatif le faisait partant d'un objectif majeur.

**Cette action caractérise au mieux ce que nous appelons la lutte de classe.**

Cela étant dit il n'est pas question de sous-estimer toutes les revendications ayant trait à l'augmentation de la qualité de la vie que ce soit sur le lieu de travail ou ailleurs. Ces quelques exemples semblent assez significatifs pour constater, ou plutôt vérifier, si les 9 millions de grévistes étaient en mouvement pour conquérir plus d'acquis sociaux ou motivés pour renverser le pouvoir politique en place.

## La CGT et Séguy objet d'une campagne haineuse

La CGT, surtout en la personne de son secrétaire général Georges Séguy, fut soumise au feu d'une campagne de dénigrement d'une violence inouïe venant d'organisations et d'individus sans scrupules qui répandaient leur hargne de classe dans une presse qui leur ouvrait largement ses colonnes ou ailleurs dans des déclarations publiques. L'audio-visuel n'était pas en reste. Le qualificatif de traître à la cause ouvrière et quelques autres gentillesses de ce genre était couramment employé pour fustiger son action.

« Quand mes ennemies m'applaudissent je me demande quelle bêtise j'ai pu commettre » disait en son temps le philosophe allemand Bebel. S'appuyant sur cette affirmation, Georges Séguy, à l'issue de ce mouvement et suite à ces attaques pouvait être rassuré, il avait bien mené sa mission à la tête de la délégation de la CGT. Ne nous y trompons pas, ces attaques visaient à combattre l'action de l'homme, autant pour la justesse de son combat syndical pour le progrès social que l'idéal politique dont il était porteur.

## La désunion syndicale et le manque d'alternative politique à gauche : une belle aubaine pour la finance et le MEDEF

Il est à noter que, depuis 1948, toutes perspectives de changement qualitatif en politique, économique et sociale, se sont heurtées, quand ce n'était pas de droite, à ces coalitions sociale-démocrate et du centre qui se faisaient élire sur un programme de gauche pour, aussitôt pratiquer une politique conforme aux intérêts du patronat et de la finance.

1981 ne doit pas faire oublier que les forces qui composaient cette majorité politique élue sur un programme commun d'essence de gauche, s'est disloquée en 84 par l'application d'un train de mesures instaurant entre autres la rigueur salariale, reprenant ainsi à son compte les plans successifs appliqués par la droite depuis 1958. Cette décision conduisant les quatre ministres communistes à quitter le gouvernement. En fait, ce fut un retour à la politique d'austérité stoppée trois ans plus tôt.

Peut-être devons-nous convenir, nous les syndicalistes de l'époque, de notre part de responsabilité dans ce relâchement de l'action de la force syndicale que nous représentions. Avons-nous assez maintenu la pression sur ce gouvernement en invitant les salariés à ne pas baisser la garde dans la défense de leurs propres intérêts matériels ?

Aujourd'hui à l'ère de la domination sans partage de la finance sur le monde, faute de relais politique prenant en compte des avancées sociales conséquentes, l'action syndicale dans un pays comme le nôtre ne serait-elle pas stérile, bloquée dans son essor et maintenue en relative situation d'échec ? La perspective du remplacement de l'économie capitaliste par une autre basée sur un engagement de partage des richesses produites ne serait-elle pas de nature à recréer une forte mobilisation ? La belle devise de Marx se résumant à peu près à ceci : à chacun selon ses besoins, selon ses capacités, ne résume-t-elle pas un projet politique, économique et social moderne à mettre en œuvre ?

Actuellement à gauche, les acteurs de terrain ne semblent pas être en mesure de proposer un projet politique et social commun prenant en compte les dangers représentés par l'emprise de la finance sur le quotidien dans nos vies. A quand l'émergence de perspectives d'un changement radical à un pouvoir dont la seule préoccupation est de satisfaire la rentabilité financière d'une minorité de nantis en supprimant une à une les conquêtes sociales, qui permettaient, jusqu'alors, d'aller vers une société socialement plus humaine ?

La construction de cette perspective politique doit reposer sur la prise en compte de cette situation. Il faut du concret, l'humain d'abord !

Celle-ci doit être une construction programmatique y englobant tous les apports de ses composantes et ne peut se construire seulement autour de belles envolées oratoires plus ou moins vides de contenu.

## 50 ans après

**L**e premier constat que l'on peut faire, au vu de la situation sociale, c'est qu'à chaque fois que les salariés ne se préoccupent pas de leurs intérêts, c'est-à-dire leurs droits sociaux reçus en héritage du fait des luttes des générations précédentes, ceux-ci ne sont jamais acquis. Leur pérennité nécessite leur défense permanente.

### Que sont devenus certains de nos « révolutionnaires » de Mai 68 ?

**Q**ue sont devenus les principaux dirigeants du mouvement étudiant d'alors ? Leurs ardeurs révolutionnaires se sont rapidement calmées et certains d'entre eux (pas tous) sont rentrés dans le rang et se sont mis au service du pouvoir bourgeois qu'ils prétendaient combattre. Ils sont entrés soit en politique dans des partis n'ayant

aucunement pour objectif l'abolition du capitalisme, soit en occupant des postes de responsabilités dans différents importants secteurs d'activités ou dans une presse qui n'avait de révolutionnaire que l'apparence.

Tous ne se firent pas acheter ou du moins, n'allèrent pas se vendre et sont restés fidèles à leur engagement. Citons entre autres l'un d'eux (disparu depuis), Guy Hocquenghem, qui à la fin des années 70 régla ses comptes avec certains de ses anciens camarades par l'intermédiaire d'un livre au titre dépourvu d'ambiguïté « Du col Mao au Rotary-Club » qui montrait leur dérive vers le confort bourgeois. Citons aussi Michel Rocard qui en 68, au nom du PSU, présentait un programme révolutionnaire anti capitaliste qui aurait fait passer Karl Max pour un petit réformiste. Devenu 1<sup>er</sup> ministre de 1988 à 1991 son action sociale a consisté pour l'essentiel, à la création de la CSG. Avec cette initiative il mettait en place un processus consistant à remplacer la cotisation sociale sur les salaires par un nouvel impôt payé par tous les assujettis. Macron et d'autres avant lui, ont trouvé en cet homme un bon inspirateur pour mettre en pratique la casse du dispositif social.

“**Quand les parents votent, les enfants trinquent.**”



**“L’homme n’est ni le bon sauvage de Rousseau, ni le pervers de l’église et de La Rochefoucauld. Il est violent quand on l’opprime, il est doux quand il est libre.”**

## Où en sommes-nous en 2018 ?

Cinquante ans après, force est de constater que les conquêtes sociales, gagnées par nos anciens et la génération qui a suivi, sont remis en cause sans que cela envoie des millions de gens dans la rue.

Les deux années qui viennent de s'écouler ont été marquées par deux importantes batailles menées pour préserver le Code du Travail, une des plus importantes de nos conquêtes sociales. Si ce combat n'est pas encore totalement perdu, force est de considérer que nous sommes en situation d'échec. Les journées de manifestation menées contre la loi El khomri et



ensuite contre les Ordonnances Macron ont mobilisé moins de 20% des 9 millions de celles et ceux qui étaient entrés en action en mai 68. Sans rêver d'en mobiliser autant qu'en 68 et sans négliger le nombre de ceux qui ont eu la conscience et le courage d'entrer en action, force est de constater que les manifestations de ces deux dernières années n'ont pas été à la hauteur qu'imposait la gravité de la charge antisociale menée par Hollande, Macron et Gattaz.

La CGT, force syndicale engagée dans la lutte avec quelques alliés n'a pas pu empêcher l'entreprise de destruction d'un pan important de nos conquêtes sociales. C'est, dans ce domaine, d'une très grande gravité, un recul que l'on ne pouvait imaginer cinquante

ans plus tôt, alors que nous étions persuadés que le vent de l'histoire serait irréversible.

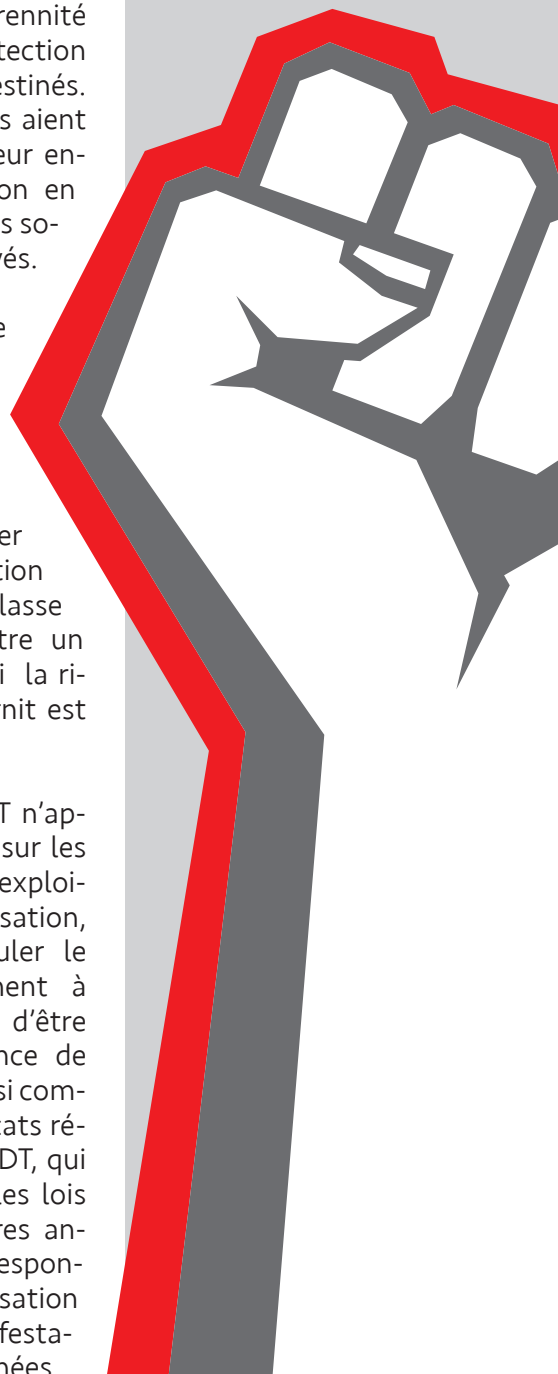
Faire le constat ne suffit pas. Ne serait-il pas opportun de nous interroger sur notre façon actuelle de militer et la stratégie à mettre en place pour mobiliser davantage ? Mobilisation qui concerne actifs et retraités.

Retenons la leçon : dans une société divisée en classes, les conquêtes sociales, toutes gagnées par les luttes et jamais octroyées, n'ont jamais eu leur existence gravée dans le marbre. Leur pérennité doit être placée sous la protection de ceux pour qui ils sont destinés. Convient-il que ces derniers aient conscience que c'est par leur engagement personnel et non en restant passifs que les droits sociaux gagnés seront préservés.

Acquérir une conscience de classe ne se fait pas par un phénomène d'automatisme ni d'hérédité. Là apparaît le rôle de l'organisation syndicale, à ses différents niveaux, pour donner à ses adhérents une formation syndicale sur la nature de classe qui régit les rapports entre un travailleur et celui pour qui la richesse du travail qu'il fournit est accaparée.

Sur le plan syndical, si la CGT n'apporte pas une vision claire sur les rapports entre exploités et exploités, le niveau la mobilisation, nécessaire pour faire reculer le MEDEF et le gouvernement à son service, n'est pas prêt d'être atteint. Elever la conscience de classe des salariés c'est aussi combattre l'attitude des syndicats réformistes, à leur tête la CFDT, qui par leur soutien à toutes les lois antisociales de ces dernières années, portent une grande responsabilité dans la démobilitation constatée lors des manifestations ces deux dernières années.

# 1968 2018



## Faisons entrer le mouvement de Mai 68 dans l'histoire sociale de notre Fédération

**E**xposé notre analyse portant sur les aspects revendicatif, politique et social qui ont marqué cette période dans la vie de notre Fédération, partant des vécus des militants de cette époque est un travail de mémoire à mener. Comment le réaliser ?

En recueillant les différentes actions menées de différentes façons au cours de cette période et les consigner dans des écrits, on pourra les porter à la connaissance de nos jeunes militantes et militants pour qui, l'histoire découlant des luttes des anciens en cette période, peut être un éclairage pour les combats du présent et d'avenir.

Ces archives réalisées pourront aussi constituer de la matière d'analyse pour les historiens qui voudraient y mener leurs travaux sur cette période qui, compte tenu de différentes approches autant syndicale que politique interprètent ces événements en prenant quelques libertés avec la réalité des faits. Il convient que ces derniers s'en emparent avec la rigueur scientifique qui s'impose à leur métier, en prenant les éléments de leur travail à leur source c'est-à-dire dans les récits mémoriels laissés par les acteurs de terrains et leur vécu en cette période,

consignés dans les archives constituées par nos Instituts d'Histoire Sociale existant dans les différentes Fédérations CGT.

**Pour expliciter cette préoccupation citons un exemple de déformation de l'histoire à ne pas suivre :**

*Le 27 mai 68, sortant des négociations de Grenelle, Georges Séguy va à Billancourt rendre compte auprès des ouvriers de Renault des résultats de la rencontre. Il en fait la présentation point par point. Les avancées sont saluées positivement par de bruyants applaudissements, les points négatifs sont autant bruyamment conspués.*

*Un journaliste, que l'aspect déontologique de sa profession ne devait pas beaucoup préoccuper, déclare que Séguy s'est fait siffler par les ouvriers de Renault alors que c'était le contraire qui c'était produit. L'information est reprise en boucle dans la presse.*

Aujourd'hui encore, des historiens citent ce mensonge dans leurs travaux. Doutons de leur rigueur scientifique.

*je participe  
tu participes  
il participe  
nous participons  
vous participez  
ils profitent*

## Un pouvoir politique revanchard au service du grand patronat et de la finance

Comme il a été indiqué dans première partie de cet exposé, les grèves de mai 68 se sont déroulées alors qu'une crise monétaire internationale aux mobiles spéculatifs attaquait les différentes monnaies depuis plusieurs mois. Les spéculateurs s'attaquaient notamment au franc, au dollar et à la livre sterling. Celle-ci avait subi une dévaluation fin 67. Profitant de ce désordre monétaire, au cours des mois qui suivirent les grèves de mai/juin, gouvernement et patronat ne restèrent pas sans réagir. Cela fut une aubaine dans leur stratégie d'enfumage politique pour partir à l'offensive contre les conquêtes du mouvement social quelques mois plus tôt.

Ce n'est pas un hasard si en novembre la France connaît une crise monétaire délibérément provoquée.

Alors que les spéculateurs se déchainent contre le franc en provoquant une importante évasion fiscale, au lieu de les combattre le pouvoir gaulliste ne prendra aucune mesure pour stopper cette hémorragie financière. Au contraire il laissa filer les capitaux. Plus, il se servit de cette situation pour affoler l'opinion publique en annonçant que devant cette attaque une dévaluation du franc s'annonçait.

En fait, le gouvernement prit le prétexte de la défense de notre monnaie pour prendre une série de

mesures qui consistait à alourdir les taxes et impôts déjà existants. La TVA fut, en moyenne, augmentée de 3% sur les différentes catégories de produits sur lesquelles elle s'appliquait à des taux différents.

Les tarifs des différents services publics aussi furent augmentés.

Ce plan fut en fait une machine de guerre dont l'objectif principal était d'opérer directement ou indirectement une ponction sur la consommation intérieure, donc sur le pouvoir d'achat des ménages.

Parallèlement à ces mesures, pour faire accepter son mauvais coup à l'opinion publique, de Gaulle, au cours d'une allocution dans les médias en novembre, avait tenté de rejeter sur le mouvement revendicatif de mai-juin la responsabilité de la crise monétaire qui sévissait sur le plan international depuis plusieurs mois. Il n'hésitait pas à affirmer qu'avant ce mouvement « la France était en état de croissante prospérité avec une des monnaies les plus fortes du monde ». La crise démontrait le contraire.

Cette attaque de grande envergure, à haute visée politique, lancée par le président de la République, qualifiant les ouvriers, les étudiants et une catégorie de paysans d'exhibitionnistes et responsable de désordre, répondait à une première demande du CNPF qui exigeait déjà que s'effectue le blocage des salaires et l'abrogation de la loi sur le droit syndical. Certainement par prudence ce dernier point ne fut pas satisfait.

## Une crise inhérente au capitalisme dans sa recherche de profit

**E**n fait la crise monétaire en France était le résultat de l'évasion de capitaux qui s'était poursuivie du printemps jusqu'à l'automne cette année-là.

Le bilan s'avéra très lourd en perte. Un soi-disant contrôle des changes mis en place fin mai ne contrôla rien puisque pendant sa période d'activité ce sont près de 15 milliards de francs qui quittèrent notre pays. De septembre à octobre ce fut encore 1,5 milliards qui s'évadèrent.

Il fallait avoir un sacré aplomb pour vouloir faire supporter aux grévistes de mai/juin la responsabilité de cette hémorragie financière organisée.

## Des milliards de francs pour le capital

**D**ans l'après Mai 68 le pouvoir est plein de bonnes intentions pour le patronat et indulgent envers ceux qui ont spéculé contre le franc puisqu'aucune sanction n'est prise à leur encontre. Plus, ils sont amnistiés.

Les augmentations des taxes de différentes natures, décidées par le gouvernement et qui frappent le porte-monnaie des consommateurs, s'élèvent à environ 10 milliards de francs.

Par contre les entreprises se voient bénéficier d'un traitement plus généreux.

Il leur est accordé, entre autres, 8 milliards de francs pour leur trésorerie et, d'autre part, un allègement fiscal d'un montant d'à peu près du même ordre.

En cette période d'après Mai 68, de Gaulle et Pompidou se montrèrent les serviteurs loyaux du grand capital, et non ceux œuvrant au service de la majorité du peuple.

## Mai 68 fait sortir pour un temps la France de la stagnation économique

**S**elon des études menées à l'époque par des économistes, les augmentations de salaire obtenues par les grévistes, se seraient chiffrés à environ 14 milliards de francs de pouvoir d'achat sur l'ensemble du pays.

De ce fait, cette masse salariale prise sur la plus-value produite par le travail, donc enlevée au capitaliste, a eue rapidement un effet bénéfique sur l'économie.

La consommation intérieure qui était en stagnation depuis plusieurs décennies s'en trouva relancée. La production et la productivité ont augmenté plus rapidement que précédemment.

Cette stagnation avait été causée par les différents plans d'austérité mis en place dès l'avènement de de Gaulle imposant toujours le même remède : la modération salariale.

Le chômage qui, du fait de cette stagnation économique était en développement, s'est arrêté pour un temps de progresser.

Il est patent que les revendications populaires exprimées, notamment par la CGT, dans les négociations de Grenelle, répondaient à un besoin urgent d'un développement économique conforme à l'intérêt du pays.

En conclusion sur ce point, on peut

“ **Tout est politique.** ”



affirmer que les revendications populaires répondaient aux besoins d'un développement économique conforme à l'intérêt national. Celles qui ont été satisfaites en sont le témoignage.

## Le stade de développement du capitalisme dans la période de Mai 68

**A**près avoir dépassé ses premières phases de développement qui remontent au 16<sup>e</sup> siècle, marquant son stade primitif marqué par la production manufacturière, à celui du capitalisme de libre concurrence monopolistique des années trente, il passe à celui du capitalisme monopoliste d'Etat. Entendons par là, un nouveau stade de concentration de grandes entreprises avec l'aide des Etats.

Pour réaliser ses objectifs il lui faut mobiliser des moyens financiers colossaux. La puissance financière de l'Etat qui se met à son service s'appuiera sur trois leviers :

- ▶ les impôts de tous ordres payés par le bon peuple.
- ▶ les taxes de différentes natures telles que la TVA que l'on peut faire évoluer selon les besoins financiers des projets de l'Etat.
- ▶ Une politique de rigueur salariale et de hausse des prix qui, en situation de baisse du taux de profit, permet de compenser cette perte en le maintenant à un haut niveau de rentabilité.

C'est dans ce contexte que se déroule le mouvement social et social de mai 68.

Aujourd'hui, 50 ans après, le capitalisme financier dirige l'économie mondialisée et oriente celle-ci en fonction du profit maximal exclusivement pour la satisfaction de la rentabilité actionnariale.

## Les objectifs des plans de rigueur qui se sont succédé depuis 60 ans

**A**travers les décennies, des premiers après 58, ensuite de plan dit de stabilisation en 63, en plan Barre à la fin des années 70, au plan de rigueur de 1984, à tous ceux qui se sont succédés depuis, quel que soit la couleur politique de ceux qui assumaient le pouvoir, c'est toujours la même pratique qui a été utilisée pour alimenter la rentabilité du capital appelée profit : prendre par différents moyens sur le pouvoir d'achat de ceux qui créent les richesses ou sont en retraite afin de surmonter la baisse tendancielle de celui-ci (le profit).

Une grande manipulation idéologique, pour justifier le profit pour les actionnaires, consiste à présenter le travail comme un coût qu'il faut continuellement abaisser, alors que celui-ci est le seul créateur de richesses pouvant satisfaire les besoins sociaux et sociaux.

## Le poids numérique de la classe ouvrière dans les années 60

**E**n 1962 elle représentait les deux tiers de la population active du pays.

En 1968 elle en représentait les trois quarts.

Aujourd'hui le terme de classe ouvrière, dans un contexte de lutte idéologique qui consiste à effacer sa représentation dans les com-

bats sociaux qu'elle a mené, est complètement occulté.

Si elle n'a plus l'image qu'elle avait dans la grande période de l'industrialisation du pays à l'après-guerre, par sa présence dans les activités de production, selon l'INSEE, elle représenterait environ 7 millions de personnes.

Au vu des modifications d'activités de tout ordre, il convient de savoir dans quel rang social il convient de placer aujourd'hui les quelques 22 à 23 millions de gens occupés actuellement dans les diverses activités dans notre pays ?

Une analyse du positionnement des salarié(e)s dans les différents secteurs de l'activité touchant l'économie, l'enseignement, la culture et le domaine social qui sont rarement exposés sous les projecteurs de l'actualité serait peut-être salutaire pour élaborer une stratégie de lutte partant des préoccupations que pourrait exprimer ces salariés anonymes.

Dans la modification sociologique de 68 à nos jours, le nombre des retraités qui s'est continuellement développé depuis cette époque est une donnée qui est mal prise en compte (ou qui ne veut pas l'être) par les gouvernements de ces dernières décennies qui, au lieu de reconnaître leur apport social, préfèrent les matraquer financièrement.

“ **Les murs ont des oreilles. Vos oreilles ont des murs.** ”

Ce texte, pour être réalisé, est parti d'un travail de mémoire sur un vécu à un moment des plus importants dans l'histoire sociale de notre pays. Ce travail de mémoire n'aurait été qu'un simple schéma étriqué s'il n'avait été enrichi par des apports extérieurs relevés dans différents témoignages exposés par des camarades alors en responsabilité à la CGT à cette époque. Les livres-mémoires de Georges Séguéy portant sur la chronologie de cette importante lutte sociale, rappellent un itinéraire suivi par des milliers de militants de la CGT pendant ces événements. Ces documents furent une bonne trame pour exposer un vécu personnel consigné dans cet écrit.

La dernière partie concerne la situation monétaire internationale dans laquelle se trouvait incluse l'économie de la France en cette période. Elle relève de données contenues dans la revue Economie et Politique publiée par le PCF dans son numéro novembre/décembre 1968.

En fait, il s'agissait d'une analyse sur mai 68 dans le contexte économique et politique national et international de cette période. Cette analyse résultait du travail de 7 économistes communistes qui intervenaient régulièrement dans cette revue (il est à noter que celle-ci existe encore de nos jours).

En écrivant ces lignes le souci a été de ne pas relater cet événement comme s'il était maintenant figé dans l'histoire et devenu un sujet de discussion comme pourrait l'être, entre autre, un rappel de souvenirs entre anciens combattants.

Aujourd'hui Mai 68 ne doit pas être l'objet d'une simple commémoration sans suite. Il doit être traité comme un des moments importants de notre histoire sociale.

Quels enseignements peut-on tirer aujourd'hui de cette longue lutte pour combattre un pouvoir politique qui s'acharne à détruire tout notre édifice social afin de satisfaire la rentabilité financière ?

2018 n'est plus 1968, la composition sociale du salariat s'est modifiée, les contrats de travail deviennent précaires et ceux-ci déclinent de plus en plus vers l'ubérisation.

Comment organiser le combat contre cette hémorragie et ce déclin pour repartir vers les reconquêtes sociales ?

Si les récits sur Mai 68 démontrant comment la classe ouvrière, en grande partie consciente de son rôle par une formation économique adaptée, peuvent être mobilisateurs au développement des luttes à mener aujourd'hui, ce travail mémoriel aura montré son utilité.

Mars 2018  
Pierre Le Page



**Combativité**  
**Solidarité**  
**Mobilisation**  
**Union**



Directeur de la publication : Jean-Luc Plumelet - Auteur de la publication : Pierre Le Page  
Conception et réalisation : M<sup>me</sup> Chaudet-Féral - Crédit photos : Jean-claude SEINE  
Impression : BRUNHAUT (43 chaussée Brunehaut, 62223 Sainte-Catherine les Arras)